Suppression des allocations : la France d'en bas contre la france d'en haut ?

22/04/2010 à 22h55

63% des Francais pour la suppression des allocations

> *La suspension systématique des allocations familiales en cas d'absentéisme scolaire injustifié ? Les Français « sont majoritairement pour, avec des nuances, mais sans véritables différences. On ne s'y attendait pas forcément, mais leur adhésion à l'annonce de Nicolas Sarkozy passe par-dessus les clivages partisans, les catégories sociales et les différences de sexe et d'âge », observe le directeur du département politique-opinion du CSA, Jean-Daniel Lévy, qui l'analyse ainsi : « Cela veut dire que la parole présidentielle n'est pas forcément considérée comme mauvaise en soi.*
> *suite*

Les responsables politiques contre la supression

Robert Prosperini, secrétaire général du syndicat des inspecteurs d'académie : "La loi existante est suffisante […] dans les Alpes-Maritimes, une seule famille est concernée par une procédure de suspension des allocations."
Jean-Jacques Urvoas, secrétaire national du PS à la sécurité, a notamment estimé "choquant que Sarkozy fasse le lien entre absentéisme scolaire et délinquance". **Bertrand Delanoë** : "Pour sa part, le département de Paris s'y est toujours refusé, considérant que ces mesures coercitives qui frappent

des familles déjà fragilisées sont une réponse parfaitement inefficace”. **Ségonène Royal** refuse d’«affamer les petits frères des adolescents délinquants», et selon **Luc Ferry** «c’est ajouter la misère à la misère». **Jean-Paul Delevoye**, le Médiateur de la République préfére “la notion de contrat” passé avec les familles d’élèves absentéistes à une “sanction”.